

Intervention parlementaire

N° de l'intervention: 246-2016
Type d'intervention: Interpellation
Motion ayant valeur de directive: ☐
N° d'affaire: 2017.RRGR.20

Déposée le: 29.12.2016

Motion de groupe: Non
Motion de commission: Non
Déposée par: Imboden (Bern, Les Verts) (porte-parole)
de Meuron (Thun, Les Verts)
Cosignataires: 0

Urgence demandée: Oui
Urgence accordée: Non 26.01.2017

N° d'ACE: du
Direction: Direction de l'économie publique
Classification: –



Jeux olympiques de 2026: plus de transparence sur les répercussions financières et l'écocompatibilité!

Selon le communiqué de presse du 14 décembre 2016, le Conseil-exécutif du canton de Berne soutiendra la candidature « 2026. Les Jeux Swiss Made » pour les Jeux olympiques d'hiver 2026 à hauteur d'un million de francs prélevés sur le Fonds de loterie si Swiss Olympic choisit le projet pour une candidature internationale. En mars 2017, le Parlement du sport de Swiss Olympic décidera d'une candidature suisse. Outre les principaux sites de compétition en Valais, le projet national décentralisé « 2026. Les Jeux Swiss Made » a prévu des sites dans le canton de Berne à Kandersteg, Berne et Bienne ainsi qu'un deuxième village olympique à Thoune. Un nouveau tremplin de saut à skis devrait être construit à Kandersteg et d'importantes infrastructures devront voir le jour à Thoune. Avec ce projet décentralisé, on ignore par ailleurs comment les athlètes et les participants et participantes se déplaceront entre les différents sites. Le gouvernement parle pourtant d'une « opportunité pour optimiser durablement les infrastructures de transport et les installations sportives. » Dans la situation actuelle, ni les répercussions financières d'un tel événement, ni ses conséquences environnementales et pour la société en général ne sont connues.

Le Conseil fédéral écrit : « Dans le même temps, il est clair qu'une manifestation sportive de cette envergure ne pourra pas avoir lieu sans un soutien financier substantiel des pouvoirs publics. » Il décidera à l'automne 2017 – sur la base d'une requête de Swiss Olympic – du contenu

et de la forme du soutien fédéral, et rédigera le cas échéant un message à ce sujet.¹

L'idée que les Jeux olympiques dégageraient d'énormes bénéfices économiques pour le pays organisateur est très répandue. Les conséquences positives sur l'économie locale sont surtout mises en évidence par les organisateurs. Ils soulignent l'élan que les Jeux donneraient au tourisme et aux entreprises locales ainsi que l'amélioration des infrastructures qu'ils apporteraient. Les expériences des précédentes villes hôtes montrent toutefois une réalité différente : énormes bâtiments en ruines, pollution environnementale et dépenses supplémentaires sont autant de marques laissées par ces manifestations gigantesques. L'expérience des Jeux olympiques n'est par conséquent pas partout la même. Depuis les attaques terroristes, les coûts de la sécurité ont véritablement explosé. Or ces dépenses ne sont pas durables. L'Etat devra prendre en charge une grande partie des coûts des infrastructures et de la sécurité. Ainsi, il faut se demander si ces ressources limitées ne seraient pas plus profitables à la population utilisées autrement : augmenter les dépenses publiques pour la formation par exemple ne serait-il pas plus utile ?

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Concrètement, quelle participation du canton de Berne est prévue par le projet des Jeux olympiques 2026 ?
2. Quels agrandissements et nouvelles constructions seraient nécessaires ou sont prévus pour les sites de Bienne, Thoune, Berne et Kandersteg ?
3. Les stades déjà existants à Bienne et Berne satisfont-ils aux exigences olympiques ?
4. Que représente au niveau financier et écologique la construction d'un tremplin supplémentaire à Kandersteg ?
5. De quel genre d'« opportunité pour optimiser durablement les infrastructures de transport et les installations sportives » parle-t-on ?
6. Quelles dépenses ont déjà été effectuées ou sont prévues par le canton dans le cadre du dépôt du projet ?
7. Sur quel volume de dépenses publiques (canton et communes du canton de Berne) le canton peut-il compter pour couvrir les frais de sécurité, d'infrastructure, de transport, de promotion du sport, de protection de l'environnement et de gestion durable des ressources ?
8. Où le village olympique de Thoune doit-il être construit, quelle sera sa taille, et comment une utilisation durable du bâtiment est-elle garantie ?
9. Le Conseil-exécutif est-il prêt à mener les éventuels Jeux olympiques d'hiver 2026 sans générer d'émissions de CO₂ ?
10. Le Conseil-exécutif est-il prêt à veiller au respect des standards écologiques les plus éle-

1 Communiqué : Le Conseil fédéral discute pour la première fois des Jeux olympiques d'hiver 2026, **02.12.2016**.

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-64790.html>

vés (élimination des déchets, utilisation des sols, gestion des ressources et de l'eau, organisation des transports, etc.) pour les éventuels Jeux olympiques d'hiver 2026 ?

11. Comment le Conseil-exécutif est-il impliqué dans le projet et son organisation ?
12. Est-il garanti que le Grand Conseil sera impliqué dans la suite de la planification ?
13. Quand le Conseil-exécutif soumettra-t-il au Grand Conseil une base de décision pour répondre à la question de la participation aux Jeux olympiques d'hiver 2026 ?
14. Le Conseil-exécutif soumettra-t-il au Grand Conseil le crédit d'un million de francs prélevé sur le Fonds de loterie (compétence limitée à 1 mio de francs pour le Fonds de loterie) ?

Motivation de l'urgence : En mars 2017, Swiss Olympic se prononcera déjà sur un projet de candidature internationale. Le Conseil fédéral devrait prendre une décision à l'automne 2017. Etant donné qu'aucun débat n'est prévu au Grand Conseil avant la décision de Swiss Olympic, il est urgent de répondre rapidement aux questions en suspens à propos de l'envergure du projet.